

Nous saluons, et appelons à soutenir la future proclamation d'un État palestinien

Le journal ReSPUBLICA, journal de gauche, républicain, laïque et féministe, salue et appelle à soutenir l'initiative de l'Autorité palestinienne qui vise à la reconnaissance de la Palestine comme un État souverain et membre des Nations-Unies à l'Assemblée Générale de septembre.

Attachés à une solution de paix négociée sur la base des Accords d'Oslo et de l'initiative de Genève, nous comprenons que les Palestiniens soient prêts à proclamer leur État de manière unilatérale. En effet, le gouvernement israélien actuel ne laisse aucune chance à la paix, refusant de reconnaître les frontières d'avant 1967 et de geler la colonisation de la Cisjordanie. Les Palestiniens voient donc leur territoire se réduire comme une peau de chagrin : la proclamation unilatérale d'un État palestinien, reconnue par la communauté internationale, apparaît donc aujourd'hui légitime.

Si nous nous faisons peu d'illusions sur le gouvernement de Benyamin Netanyahou, nous avons l'espoir que la société israélienne se rende compte qu'il est dans l'intérêt d'Israël d'accompagner ce processus en pesant sur ses dirigeants pour ouvrir des négociations sans tarder. Car ne pas saisir cette occasion, c'est risquer de se retrouver mis au ban des nations en septembre : l'autodétermination d'un peuple est un droit inaliénable, et c'est ce droit qui avait conduit les Nations-Unies à reconnaître Israël en 1947. Israël ne peut pas le refuser, aujourd'hui, au peuple palestinien sauf à compromettre ses intérêts.

Quel État palestinien ?

Il va sans dire que l'État palestinien que nous appelons de nos vœux, et qui sera à établir dans les frontières d'avant juin 1967 doit être viable. Cela nécessite donc l'instauration de sa continuité territoriale entre Gaza et la Cisjordanie, qu'il soit doté de tous les attributs de la souveraineté et qu'il ait une partie de Jérusalem pour future capitale ((Jérusalem serait, dans ce cas, la capitale des deux États, conformément à ce qui était prévu dans les Accords de Genève)). Ceci aux côtés d'un État israélien reconnu, aux frontières et la sécurité garanties, et vivant en paix avec ses voisins.

D'ores et déjà, plus de la moitié des États membres de l'Organisation des Nations unies ont reconnu l'État palestinien. D'autres, et notamment des alliés traditionnels d'Israël, comme l'Union européenne et plusieurs de ses États membres, dont la France, se sont déclarés prêts à le faire.

La proclamation de cet État est loin d'être formelle ou symbolique, bien au contraire. Elle vise à terme à faire passer les Territoires palestiniens du statut d'autonomie, acquis depuis les Accords d'Oslo, à celui d'indépendance.

Si cette indépendance est votée par l'Assemblée Générale de l'ONU et que cette reconnaissance n'est pas bloquée par un veto d'un pays membre du Conseil de Sécurité, Israël sera dans un rapport de force moins favorable, qui le contraindra tôt ou tard à négocier l'abandon de sa tutelle légale sur l'actuelle Autorité palestinienne, son territoire, son économie, sa population. Ce sera alors aux Palestiniens de prendre en main leur avenir. Dans ce cadre, nous soutiendrons les forces politiques qui aspirent à une Palestine démocratique, laïque, moderne et prospère. Nous refusons en effet la fatalité qui frappe le peuple palestinien, depuis plus soixante ans, soit l'occupation israélienne, soit un État théocratique islamiste.

Plus généralement, si nous appelons à soutenir cette future proclamation de l'État palestinien, c'est que cela va renforcer les bâtisseurs de paix des deux camps. En effet, il est urgent pour les deux peuples de sortir de ce cercle vicieux qui voit les jusqu'au-boutistes de chaque camp se renforcer mutuellement par leurs actions destructrices. Donnons donc aux forces de paix l'occasion de reprendre la main au Proche-Orient.